

*Moyens et principaux arguments invoqués*

Le délai de transposition de la directive dans l'ordre juridique interne a expiré le 28 septembre 2003.

(<sup>1</sup>) JO L 85, du 28.03.2002, p. 40

**Recours introduit le 15 février 2005 contre la République française par la Commission des Communautés européennes**

(Affaire C-73/05)

(2005/C 82/48)

(langue de procédure: le français)

La Cour de justice des Communautés européennes a été saisie, le 15 février 2005, d'un recours dirigé contre la République française et formé par la Commission des Communautés européennes, représentée par Nicola Yerrell, en qualité d'agent ayant élu domicile à Luxembourg.

La Commission des Communautés européennes conclut à ce qu'il plaise à la Cour:

1. de constater qu'en ne prenant pas toutes les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive 2000/34/CE du 22 juin 2000 modifiant la directive 93/104/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail afin de couvrir les secteurs et activités exclus de ladite directive (<sup>1</sup>), et/ou en ne communiquant pas lesdites dispositions à la Commission, la République française a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu du traité CE
2. de condamner la République française aux dépens.

*Moyens et principaux arguments invoqués*

Le délai de transposition de la directive dans l'ordre juridique interne a expiré le 1<sup>er</sup> août 2003.

(<sup>1</sup>) JO L 195, du 1.08.2000, p. 41

**Recours introduit le 15 février 2005 contre le Grand-Duché de Luxembourg par la Commission des Communautés européennes**

(Affaire C-74/05)

(2005/C 82/49)

(langue de procédure: le français)

La Cour de justice des Communautés européennes a été saisie, le 15 février 2005, d'un recours dirigé contre le Grand-Duché de Luxembourg et formé par la Commission des Communautés européennes, représentée par Nicola Yerrell, en qualité d'agent ayant élu domicile à Luxembourg.

La Commission des Communautés européennes conclut à ce qu'il plaise à la Cour de:

1. constater qu'en ne prenant pas toutes les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive 2000/79/CE du 27 novembre 2000 concernant la mise en œuvre de l'accord européen relatif à l'aménagement du temps de travail du personnel mobile dans l'aviation civile, conclu par l'Association des compagnies européennes de navigation aérienne (AEA), la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF), l'Association européenne des personnels navigants techniques (ECA), l'Association européenne des compagnies d'aviation des régions d'Europe (ERA) et l'Association internationale des charters aériens (AICA) (<sup>1</sup>) ou en ne s'assurant pas que les partenaires sociaux ont mis en place les dispositions nécessaires par voie d'accord et/ou en ne communiquant pas lesdites dispositions à la Commission, le Grand-Duché de Luxembourg a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu du traité CE
2. condamner le Grand-Duché de Luxembourg aux dépens.

*Moyens et principaux arguments invoqués*

Le délai de transposition de la directive dans l'ordre juridique interne a expiré le 1<sup>er</sup> décembre 2003.

(<sup>1</sup>) JO L 302, du 1.12.2000, p.57